

REGLEMENT POURVOYANT A UN EMPRUNT DE \$50,000.00 POUR RENOUELER UN
EMPRUNT DU MEME MONTANT FAIT PAR LA MUNICIPALITE DU VILLAGE DE
DELORIMIER, LE 22 MARS 1897.

(Adopté par le Comité Exécutif le 29 avril 1937 et, par le
Conseil, le 10 mai 1937).

ATTENDU que la Corporation du Village de DeLorimier était,
avant le 22 mars 1897, régie par le Code Municipal de la Province
de Québec;

ATTENDU que le Conseil de la Municipalité du Village de
DeLorimier a, le 22 mars 1897, adopté un règlement portant le No 2,
pour consolider sa dette et faire certaines améliorations publiques
se rapportant aux canaux d'égouts, aux trottoirs, à la macadamisa-
tion des rues, approvisionnement d'eau etc., ce règlement autorisant
un emprunt de \$50,000.00 au moyen de débentures, pour un terme de
quarante ans à compter du 22 mars 1897;

ATTENDU que ledit règlement a été approuvé par les électeurs
municipaux le treizième jour d'avril mil huit cent quatre-vingt-dix-
sept, et par le Lieutenant-Gouverneur en Conseil le vingtième jour de
mai mil huit cent quatre-vingt-dix-sept, suivant arrêté en Conseil
No 362, et de nouveau par le Lieutenant-Gouverneur en Conseil le
treizième jour de septembre mil huit cent quatre-vingt-dix-sept, sous
le No 659;

ATTENDU que, par la loi 1 George V, chapitre 48, 1910, para-
graphe "d", la Municipalité du Village de DeLorimier a été annexée à
la Cité de Montréal et, en vertu de cette loi, la Cité de Montréal
est aux droits et aux obligations de la Municipalité du Village de
DeLorimier, et que l'actif et le passif de cette municipalité sont
consolidés avec l'actif et le passif de Montréal;

ATTENDU que les obligations ou débentures autorisées par ledit
règlement No 2 ont été émises et sont devenues échues le 22 mars 1937;

ATTENDU qu'il n'existe pas de fonds d'amortissement pour rem-
bourser lesdites obligations ou débentures;

ATTENDU que les lois régissant la Cité de Montréal autorisent cette dernière à émettre des obligations, débentures ou rentes inscrites pour rembourser cet emprunt;

A une assemblée du Comité Exécutif de la Cité de Montréal, tenue à l'hôtel de ville, le 29me jour d'avril 1937, en la manière et suivant les formalités prescrites par la loi, à laquelle assemblée sont présents: MM. les échevins Taillefer, président, Hogan, Filion, Lacombe et Jeannotte, membres dudit Comité,

Il est décrété et statué par ledit Comité comme suit:

ARTICLE 1.- Il sera fait par la Cité de Montréal un emprunt au montant de \$50,000.00, au moyen d'obligations, de débentures ou de rentes inscrites, de la valeur nominale de cent dollars chacune (ou multiples de cette somme), dans la monnaie du pays où l'emprunt sera fait et où le remboursement en sera réclamé à échéance. Le produit de cet emprunt servira exclusivement à racheter ledit emprunt de \$50,000.00 échu le 22 mars 1937.

ARTICLE 2.- Cet emprunt pourra être effectué, en tout ou en partie, de temps en temps, pour un terme n'excédant pas quarante ans de la date du 22 mars 1937, à un taux d'intérêt n'excédant pas six pour cent par an, et fait payable à Montréal ou ailleurs. La date de l'émission, le taux de l'intérêt, la date et le lieu du paiement du capital et des intérêts, la forme des obligations, débentures ou rentes inscrites et leur montant respectif, ainsi que la façon dont elles pourront être enregistrées et tous autres détails en rapport avec l'émission de cet emprunt, seront fixés par résolution du Conseil.

ARTICLE 3.- Cette émission d'obligations, de débentures ou de rentes inscrites constituera une dette de la Cité et prendra rang concurremment et pari passu avec ses autres émissions d'obligations et, conformément à la loi, grèvera les immeubles situés dans les limites de la cité.

ARTICLE 4.- La Cité devra inclure, chaque année, dans les prévisions budgétaires annuelles, une somme suffisante:-

- a) pour couvrir l'intérêt sur ledit emprunt;
- b) pour l'amortissement dudit emprunt.

Les deniers versés dans le fonds d'amortissement seront capitalisés à un taux d'intérêt n'excédant pas 5% annuellement et devront être suffisants pour payer, à échéance, la valeur nominale des obligations, débetures ou rentes inscrites dont l'émission est autorisée par le présent règlement.

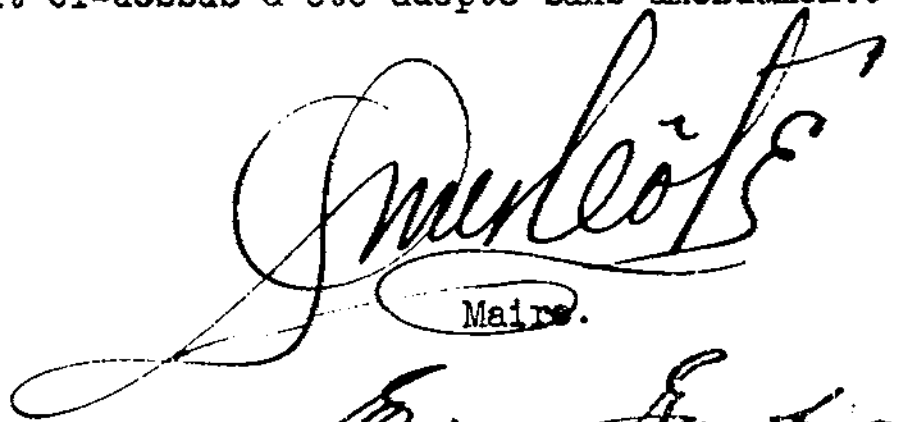
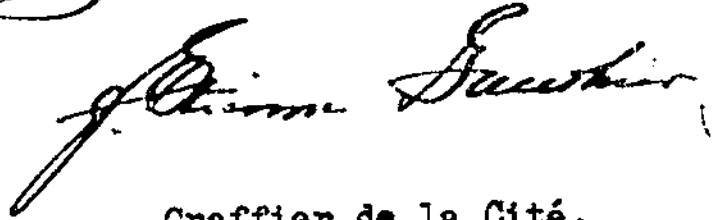
ARTICLE 5.- La Cité pourra disposer de ladite émission d'obligations, de débetures ou de rentes inscrites, au meilleur prix qu'il lui sera possible d'obtenir. Si le temps n'est pas jugé par elle favorable pour l'émission immédiate de l'emprunt pour le terme autorisé par le présent règlement, il sera loisible à la Cité de faire, de temps en temps, pour la totalité ou partie dudit emprunt, des emprunts temporaires, qui pourront être renouvelés.

Il sera aussi loisible à la Cité d'émettre des bons ou certificats temporaires, en attendant que les obligations, débetures ou rentes inscrites soient prêtes à être livrées.

A l'assemblée mensuelle du Conseil de la Cité de Montréal, tenue à l'hôtel de ville, le 10 mai 1937, en la manière et suivant les formalités prescrites dans et par l'acte d'incorporation de ladite Cité, à laquelle assemblée sont présents: M. l'échevin Côté, maire suppléant, au fauteuil, MM. les échevins O'Connell, Trépanier, Hogan, Schubert, Monette, Bray, Weldon, Dupéré, Biggar, Lesage, Riel, Dupuis, Taillefer, Caron, Coyette, Fillion, Dubreuil, Brien,

Savignac, L'Archevêque, Lacombe, Bélanger, Moreau, McKenna, Rochon,
Jarry, Quinn, Jeannotte, Taillon, Jalbert, Bonnier et Barrière,

Le règlement ci-dessus a été adopté sans amendement.


Maire.

Greffier de la Cité.

(Signé le 11 mai 1936)

No. 1433

By-law providing for a loan of \$50,000.00 to renew a loan to the same amount effected by the Municipality of the Village of DeLorimier, on the 22nd March 1897.

(Adopted by the Executive Committee on the 29th April 1937 and, by the Council, on the 10th May 1937).

WHEREAS the Corporation of the Village of DeLorimier was, previous to the 22nd March 1897, governed by the Municipal Code of the Province of Quebec;

WHEREAS the Council of the Municipality of the Village of DeLorimier adopted, on the 22nd March 1897, a by-law bearing No. 2, to consolidate its debt and effect certain public improvements in connection with sewers, sidewalks, macadamizing of streets, water supply, etc., the said by-law authorizing the issuing of a loan of \$50,000.00 by means of debentures, for a term of forty years, reckoning from the 22nd March 1897;

WHEREAS the said by-law was approved by the municipal electors on the thirteenth day of April 1897 and by the Lieutenant Governor in Council on the twentieth day of May 1897, as per Order in Council No. 362, and again by the Lieutenant Governor in Council on the thirteenth day of September 1897, under No. 659;

WHEREAS, by the Act 1 George V, chapter 48, 1910, paragraph "d", the Municipality of the Village of DeLorimier was annexed to the City of Montreal and, in virtue of such Act, the City of Montreal was vested with the rights and assumed the obligations of the Municipality of the Village of DeLorimier and the assets and liabilities of the said Municipality were consolidated with the assets and liabilities of Montreal;

WHEREAS the bonds or debentures authorized by said By-law No. 2 have been issued and have matured on the 22nd March 1937;

WHEREAS there exists no sinking fund for the redemption of the said bonds or debentures;

WHEREAS the Acts which govern the City of Montreal authorize the latter to issue bonds, debentures or registered stock for the refund of such loan;

At a meeting of the Executive Committee of the City of Montreal, held at the City Hall, on the 29th day of April 1937, in the manner and after the observance of the formalities prescribed by law, at which meeting were present: Aldermen Taillefer, Chairman, Hogan, Filion, Lacombe and Jeannotte, members of said Committee,

It was ordained and enacted by the said Committee as follows: —

ARTICLE 1. — A loan to the amount of \$50,000.00 shall be issued by the City of Montreal by means of bonds, debentures or registered stock, of the nominal value of one hundred dollars (\$100.00) each (or multiples of such sum), in the currency of the country where the loan shall be effected and where the refund thereof shall be asked for at maturity. The proceeds of such loan shall be used exclusively to redeem the said loan of \$50,000.00 which matured on the 22nd March 1937.

ARTICLE 2. — The said loan may be effected, in whole or in part, from time to time, for a term not to exceed forty (40) years from the date of 22nd March 1937, at a rate of interest not to exceed six per cent (6%) per annum, and made payable at Montreal or elsewhere. The date of issue, the rate of interest, the date when and the place where the principal and the interest are to be paid, the form of the bonds, debentures or registered stock and the respective amount thereof, as well as the manner in which they may be registered, and any other details in connection with the issuing of such loan, shall be fixed by resolution of the Council.

ARTICLE 3. — The said issue of bonds, debentures or registered stock shall constitute a debt of the City and shall rank concurrently and *pari passu* with its other issues of bonds, and, in accordance with the law, shall be a charge upon the immovables located within the City limits.

ARTICLE 4. — The City shall include, each year, in the annual estimates, a sum sufficient:

- a) to cover the interest on the said loan;
- b) for the amortization of the said loan.

The sums of money paid into the sinking fund shall be capitalized at a rate of interest not to exceed five per cent (5%) annually and must be sufficient to redeem at maturity, at their nominal value, the bonds, debentures or registered stock the issue whereof is authorized by this by-law.

ARTICLE 5. — The City may dispose of the said issue of bonds, debentures or registered stock at the best price it can obtain therefor. If the City considers that the time is not favorable for the immediate issue of the loan for the term authorized by this by-law, it shall be lawful for the said City to effect, from time to time, for the whole or part of said loan, temporary loans, which may be renewed.

It shall also be lawful for the City to issue temporary scrips or certificates, until such time as the bonds, debentures or registered stock are ready to be delivered.

At the monthly meeting of the City Council of Montreal, held at the City Hall, on the 10th May 1937, in the manner and after the observance of the formalities prescribed in and by the Act of incorporation of the said City, at which meeting were present: Alderman Côté, Acting Mayor, in the Chair, Aldermen O'Connell, Trépanier, Hogan, Schubert, Monette, Bray, Weldon, Dupéré, Biggar, Lesage, Riel, Dupuis, Taillefer, Caron, Goyette, Filion, Dubreuil, Brien, Savignac, L'Archevêque, Lacombe, Bélanger, Moreau, McKenna, Rochon, Jarry, Quinn, Jeannotte, Taillon, Jalbert, Bonnier and Barrière,

The above by-law was adopted without any amendment.